



# COLLECTORS

N°25

Janvier 2014

*Créé à la veille de la Seconde Guerre mondiale en 1938, l'Ifop a été le témoin des grands rendez-vous et bouleversements de l'histoire.*

*Depuis 75 ans maintenant, notre institut cherche à comprendre et à mesurer comment l'opinion publique réagit aux événements et situations de son temps.*

*Relire aujourd'hui des numéros de la Revue Sondages, que l'Ifop édita de 1945 à 1980, permet de se replonger dans ces moments historiques importants mais aussi de saisir assez finement l'état d'esprit qui prévalait à l'époque.*

*Convaincus que le présent se nourrit du passé, nous avons décidé de republier régulièrement des analyses de la Revue Sondages de façon à vous apporter un éclairage historique et rétrospectif à différentes occasions.*

*C'est dans le cadre de la nouvelle publication « Ifop Collectors » que nous vous inviterons régulièrement à remonter le temps avec les enquêtes et les analyses de l'Ifop, à chaque moment important de l'histoire de notre pays.*

Jérôme Fourquet  
Directeur du Département Opinion  
et Stratégies d'Entreprise

## Derniers numéros publiés

### **DECEMBRE 2013**

*Ifop Collectors n°24 – 1966-1967 : La société française découvre la pilule*

### **NOVEMBRE 2013**

*Ifop Collectors n°23 – 1973 : enquête auprès des élèves du primaire*

### **OCTOBRE 2013**

*Ifop Collectors n°22 – Octobre 1956 : les réactions de l'opinion française face au soulèvement de Budapest*

### **SEPTEMBRE 2013**

*Ifop Collectors n°21 – 1938-1939 / L'opinion française à la veille de l'entrée en guerre*

### **AOÛT 2013**

*Ifop Collectors n°20 – Août 1944 : L'opinion des Parisiens lors de la libération de la Capitale*

### **JUILLET 2013**

*Ifop Collectors n°19 – 1986-2013 : La société française et l'homosexualité*

### **JUIN 2013**

*Ifop Collectors n°18 – 1995-2013 : Les Français face à l'avenir de leurs retraites*

### **MAI 2013**

*Ifop Collectors n°17 – 1972-2013 : Les Français face aux affaires*

## Octobre-Novembre 1956 : L'opinion française et internationale et la crise de Suez.

Suite à la nationalisation du canal de Suez par Nasser, Israël, la France et la Grande-Bretagne attaquèrent l'Égypte en octobre-novembre 1956. Cette opération militaire, motivée par des intérêts propres à chacun des trois alliés, fut couronnée de succès sur le terrain mais se transforma rapidement en un échec cuisant au plan diplomatique. Sous la pression conjuguée des États-Unis et de l'URSS, l'ONU condamna cette intervention. Alors que la Guerre froide battait son plein (les événements de Budapest se déroulaient au même moment – cf Ifop Collectors n°22), les deux super-puissances ne souhaitaient pas qu'un nouveau foyer de tension s'ouvre. Français et Britanniques durent rapidement évacuer la zone du canal et les positions qu'ils avaient occupées en Égypte. Ces événements particulièrement intenses marquèrent les opinions publiques dans différents pays et actèrent à leurs yeux de façon définitive que la France et la Grande-Bretagne avaient perdu leur autonomie et leur latitude dans le cadre de la Guerre froide.

Nous présentons dans ce nouveau numéro de notre série, les résultats de différentes enquêtes menées à l'époque en France par l'Ifop et dans d'autres pays par 10 partenaires de notre institut qui avait à cette occasion coordonné l'une des premières enquêtes internationales.

« **44%** des Français approuvent l'action militaire franco-britannique en Égypte – novembre 1956. »

# L'OPINION DE L'ÉPOQUE SUR...

<b>Chronologie des événements</b>	<b>p.3</b>
<b>1. L'opinion française</b>	<b>p.4</b>
<b>A - L'attitude à suivre et le soutien d'une politique de fermeté</b>	<b>p.4</b>
<b>B - L'intervention militaire : soutien de la majorité politique à Paris</b>	<b>p.9</b>
<b>2. Le revirement de l'opinion britannique : de la condamnation à l'approbation de l'intervention militaire</b>	<b>p.10</b>
<b>3. L'opinion dans le monde : soutien de l'Australie et du Canada réticences ailleurs, peu de risques de guerre généralisée</b>	<b>p.19</b>

## Chronologie des événements

- Le 29 octobre, Israël attaque les troupes égyptiennes dans la presqu'île du Sinaï.
- Le 30 octobre, la France et la Grande-Bretagne opposent leur veto à une résolution du Conseil de Sécurité de l'Organisation des Nations Unis, à propos d'une résolution présentée par les Etats-Unis.
- Le même jour, elles adressent un ultimatum à l'Égypte.
- Le 1<sup>er</sup> novembre, bombardements aériens franco-britanniques sur les installations militaires égyptiennes.
- Le 2 novembre, condamnation par l'Assemblée générale de l'O.N.U. de l'action franco-britannique.
- Le 3 novembre, l'Assemblée générale de l'O.N.U. décide de la création et de l'envoi en Égypte d'une force de police internationale.
- Le 5 novembre, prise de Port-Sinaï par les Franco-Britanniques.
- Le 6 novembre, cessez-le-feu en Égypte à la demande de l'O.N.U. et réélection d'Eisenhower à la présidence des Etats-Unis.
- Le 15 novembre, arrivée en Égypte des premières troupes du corps de police internationale.
- Le 19 novembre, annonce de la maladie d'Eden, M. Butler assure l'intérim.
- Le 24 novembre, l'Égypte annonce l'expulsion des ressortissants anglais et français.
- Le 24 novembre, l'O.N.U renouvelle sa demande de se retirer d'Égypte à la France, la Grande-Bretagne et Israël.
- Le 1<sup>er</sup> décembre, la France et la Grande-Bretagne annoncent qu'elles se retireront d'Égypte avant la fin de l'année.

# 1. L'opinion française.

## A – L'attitude à suivre et le soutien d'une politique de fermeté suite à la nationalisation du Canal de Suez

(Enquête réalisée du 28 août au 4 septembre 1956)

### La nationalisation de la Compagnie du Canal de Suez

Le public français estime très clairement que le colonel Nasser n'avait pas le droit de nationaliser la Compagnie universelle du Canal de Suez. Il est perçu comme ayant agi surtout par ambition personnelle, et aussi préoccupé par la situation économique et financière de l'Egypte. Selon les personnes interrogées, sa décision ne sert pas les intérêts du peuple égyptien, et l'on ne peut pas lui faire confiance pour le respect de la liberté de circulation sur le canal.

**Le 26 juillet, le Colonel Nasser, chef du gouvernement Egyptien, a déclaré nationalisé la Compagnie du Canal de Suez. Estimez-vous qu'il avait, ou qu'il n'avait pas le droit d'agir ainsi ?**

	Ensemble	Hommes	Femmes
	%	%	%
Avait le droit .....	18	23	12
N'avait pas le droit .....	58	62	56
Ne répondent pas .....	24	15	32
	100	100	100

**D'après vous, quelle est la raison principale qui a poussé le Colonel Nasser à déclarer nationaliser le Canal de Suez ?**

	Ensemble	Hommes	Femmes
	%	%	%
Prestige personnel .....	23	25	20
Difficultés financières et économiques de l'Egypte .....	12	13	11
Financement des grands travaux – Barrage d'Assouan .....	12	15	8
Pour affirmer l'indépendance de l'Egypte .....	11	14	8
Pour s'imposer aux pays arabes .....	9	12	5
Il a été poussé par l'U.R.S.S. ou par d'autres puissances .....	6	7	5
Désir de gêner les Occidentaux .....	1	1	2
Autres réponses .....	5	6	5
Ne se prononcent pas .....	28	13	41
	(*)	(*)	(*)

[\*) Total supérieur à 100% en raison des réponses multiples]

**Pensez-vous que par cette décision, le Colonel Nasser a servi les intérêts du peuple Egyptien ?**

	Ensemble	Hommes	Femmes
	%	%	%
Oui .....	21	24	17
Non .....	42	51	34
Ne répondent pas .....	37	25	49
	100	100	100

**Le Colonel Nasser a déclaré que l'Egypte respecterait les accords internationaux assurant la liberté de circulation sur le Canal de Suez. Estimez-vous que l'on peut faire confiance au Colonel Nasser à ce sujet ?**

	Ensemble	Hommes	Femmes
	%	%	%
On peut lui faire confiance .....	13	15	12
On ne peut pas lui faire confiance .....	58	66	50
Ne répondent pas .....	29	19	38
	100	100	100

## L’Egypte et les problèmes d’Afrique du Nord

Les Français considèrent que l’Egypte a joué un rôle très important dans les difficultés en Afrique du Nord, tant en Algérie que dans les relations de la France avec le Maroc et la Tunisie. Ils considèrent que l’affaire de Suez a une grande importance sur l’évolution de la situation en Algérie.

**Pensez-vous que, jusqu’ici, l’Egypte a joué un rôle très important, assez important ou sans importance, dans la rébellion d’Algérie ?**

	Ensemble	Hommes	Femmes
	%	%	%
Très important .....	48	55	41
Assez important .....	25	28	23
Sans importance .....	7	8	6
Ne répondent pas .....	20	9	30
	100	100	100

**Pensez-vous que l’affaire de Suez a une répercussion très importante, de moyenne importance ou sans importance sur l’évolution de la situation en Algérie ?**

	Ensemble	Hommes	Femmes
	%	%	%
Très importante .....	58	66	50
De moyenne importance .....	16	19	14
Sans importance .....	7	8	5
Ne répondent pas .....	19	7	31
	100	100	100

**Et sur les rapports de la France avec la Tunisie et le Maroc ?**

	Ensemble	Hommes	Femmes
	%	%	%
Très importante .....	50	59	42
De moyenne importance .....	20	23	17
Sans importance .....	8	9	6
Ne répondent pas .....	22	9	35
	100	100	100

## La conférence de Londres et le rôle des Etats-Unis, de l’Inde et de l’U.R.S.S.

Les Français ont assez bien suivi la préparation de la conférence de Londres. Ils savent que l’U.R.S.S. et l’Inde sont parmi les quatre nations qui ont présenté la motion la plus favorable à l’Egypte. Ils estiment qu’à l’égard des points de vue français et anglais le rôle de l’Inde, mais surtout celui de l’Union Soviétique ont été hostiles. L’opinion est partagée sur le caractère plus ou moins neutre du rôle des Etats-Unis.

**A la demande de la France, de la Grande-Bretagne et des Etats-Unis, une conférence internationale qui vient de se terminer, a eu lieu à Londres. Savez-vous combien de pays participaient à cette réunion ?**

	Ensemble	Hommes	Femmes
	%	%	%
22 pays .....	35	48	23
20 pays .....	6	5	6
18 pays .....	9	10	8
Autres réponses .....	20	23	18
Ne répondent pas .....	30	14	45
	100	100	100

**Est-ce que l’Egypte a accepté de participer à cette conférence de Londres ?**

	Ensemble	Hommes	Femmes
	%	%	%
Oui .....	6	5	7
Non .....	72	86	60
Ne répondent pas .....	22	9	33
	100	100	100

**A la conférence de Londres, deux propositions de règlement ont été formulées. Quels sont les pays qui selon vous, ont présenté la motion la plus favorable à l’Egypte ?**

	Ensemble	Hommes	Femmes
	%	%	%
U.R.S.S.....	44	55	34
Inde.....	37	51	24
Indonésie.....	2	4	1
Ceylan.....	2	3	1
Espagne.....	1	1	1
Autres pays.....	37	21	52
	(*)	(*)	(*)

[\*) Total supérieur à 100% en raison des réponses multiples]

**Estimez-vous que, depuis le début de cette crise, le rôle des Etats-Unis a été favorable, neutre ou hostile à l’égard des points de vue français et anglais ? Et le rôle de l’Inde et le rôle de l’Union Soviétique ?**

	Etats-Unis	Union Soviétique	Inde
	%	%	%
<b>Ensemble :</b>			
Favorable.....	30	2	5
Neutre.....	30	11	18
Hostile.....	14	66	42
Ne se prononcent pas.....	26	21	35
	100	100	100
<b>Hommes :</b>			
Favorable.....	33	2	6
Neutre.....	36	14	23
Hostile.....	17	74	51
Ne se prononcent pas.....	14	10	20
	100	100	100
<b>Femmes :</b>			
Favorable.....	27	2	3
Neutre.....	24	8	14
Hostile.....	11	58	32
Ne se prononcent pas.....	38	32	51
	100	100	100

## L’action de la France et de la Grande-Bretagne

Les dispositions militaires prises en Méditerranée par la France et la Grande-Bretagne sont, dans l’ensemble, approuvées. Si l’Egypte n’accepte pas les recommandations des dix-huit nations majoritaires à la conférence de Londres, la tendance largement dominante est partisane d’une action économique et politique, et 20% sont d’accord sur le principe d’une action militaire. Dans le cas où les Etats-Unis ne seraient pas d’accord sur l’action militaire, 15%, soit les trois quarts des partisans de cette action, approuveraient une intervention armée de la France et de la Grande-Bretagne seules.

**Pour faire face à la situation créée, les gouvernements français et anglais ont pris certaines dispositions d’ordre militaire en Méditerranée. Approuvez-vous ou désapprouvez-vous ces mesures ?**

	Ensemble
	%
Approuvent.....	50
Désapprouvent.....	29
Ne se prononcent pas.....	21
	100

Les femmes, sur ce point comme sur les autres, sont beaucoup plus hésitantes que les hommes. Ce sont à la fois les personnes les plus jeunes et les plus âgées qui témoignent de la plus grande résolution. Les ouvriers et les cultivateurs hésitent davantage à se prononcer. La majorité est de sens contraire parmi les seuls ouvriers, qui désapprouvent plutôt les préparatifs militaires franco-britanniques en Méditerranée. Les cadres et les membres des professions libérales sont le plus résolu.

	Approuvent %	Désapprouvent %	Ne se prononcent pas %	Total %
Hommes .....	57	33	10	100
Femmes.....	42	25	33	100
20 à 34 ans .....	51	26	23	100
35 à 49 ans .....	45	35	20	100
50 à 65 ans .....	47	42	11	100
65 ans et plus .....	56	22	22	100
Ouvriers.....	33	41	26	100
Cultivateurs .....	49	23	28	100
Employés, fonctionnaires .....	57	29	14	100
Retraités et rentiers .....	58	25	17	100
Commerçants, industriels, professions libérales .....	62	23	15	100

**Si l’Egypte n’accepte pas les décisions prises par la majorité des puissances participant à la conférence de Londres, estimez-vous que la France et la Grande-Bretagne devraient engager une action militaire, une action économique et politique ou ne rien faire ? [A ceux qui ont répondu « une action militaire »]. Si les Etats-Unis ne sont pas d’accord pour appuyer une action militaire, est-ce que, selon vous, la France et la Grande Bretagne devraient agir seules ?**

**Action militaire 20%**

Même sans l’appui des Etats-Unis.....	15
Seulement avec l’appui des Etats-Unis.....	4
Ne précisent pas.....	1

**Action économique et politique 40%**  
**Ne rien faire 18%**  
**Ne se prononcent pas 18%**

(\*)

[(\*) Total supérieur à 100%, certaines personnes ayant répondu à la fois « action militaire » et « action économique et politique »

Les femmes, plus hésitantes, sont aussi moins partisans d’une action militaire quand elles se prononcent, 13% contre 27% parmi les hommes. L’âge a ici peu d’influence sur les attitudes. Les ouvriers, surtout, puis les cultivateurs, sont les moins partisans d’une action militaire. Ce ne sont pas les cadres qui en sont le plus partisans, mais les retraités, les employés et fonctionnaires.

	Action militaire %	Action économique et politique %	Ne rien faire %	Ne se prononcent pas %
Hommes .....	27	52	18	10
Femmes.....	13	45	18	27
20 à 34 ans .....	19	46	16	19
35 à 49 ans .....	20	47	20	13
50 à 65 ans .....	19	47	18	16
65 ans et plus .....	17	44	15	24
Ouvriers.....	12	40	30	18
Cultivateurs .....	19	41	13	27
Cadres, indépendants, commerçants, professions libérales.....	20	61	9	10
Retraités et rentiers.....	23	44	17	16
Employés, fonctionnaires .....	25	53	14	8

## La recherche d'une solution

La majorité pense que la meilleure solution réside dans une internationalisation à la fois du Canal et du contrôle de la navigation. Toutefois, au moment de l'enquête, début de septembre, la majorité recule devant l'idée d'imposer à l'Égypte une solution quelle qu'elle soit, et préférerait une adhésion de l'Égypte sans contrainte. Quelle que soit la mesure considérée comme préférable pour régler la question du Canal de Suez, il ne se rencontre jamais une majorité absolue pour demander qu'elle soit imposée à l'Égypte. Encore plus faibles sont les proportions de ceux qui sont favorables à une action militaire franco-britannique pour imposer l'une ou l'autre des solutions souhaitées. Toutefois, il est remarquable que, parmi ceux qui déclarent que le Colonel Nasser avait le droit de décider la nationalisation de la Compagnie du Canal de Suez, à peine plus de la moitié 53%, soit 10% de l'ensemble du public, considèrent que la meilleure solution à donner à l'affaire est de lui laisser les mains libres.

**Selon vous, quelle est la meilleure formule qu'il faudrait essayer d'obtenir pour résoudre la question du Canal de Suez ?**

	Ensemble	Hommes	Femmes
	%	%	%
Redonner à la Compagnie du Canal de Suez tous les droits qu'elle avait avant la déclaration de nationalisation ..	17	16	17
Confier à une autorité internationale, à la fois la gestion du Canal et le contrôle de la navigation.....	41	48	35
L'Égypte assure la gestion du canal sous le contrôle d'une autorité internationale .....	21	26	18
Laisser à l'Égypte la gestion et le contrôle du canal, mais elle prend des engagements formels de garantir la liberté pour toutes les nations .....	15	19	11
Autres réponses.....	4	5	2
Ne se prononcent pas.....	17	5	29
	(*)	(*)	(*)

[(\*) Total supérieur à 100% en raison des réponses multiples]

**Etes-vous partisan d'imposer la solution qui recueille vos suffrages ou d'essayer d'obtenir l'adhésion sans contrainte du Colonel Nasser ?**

	Ensemble	Hommes	Femmes
	%	%	%
Imposer la solution .....	28	36	21
Adhésion sans contrainte.....	49	53	46
Sans opinion.....	23	11	33
	100	100	100

*Parmi ceux qui souhaiteraient comme solution :*

	Pensent qu'il convient :			
	D'imposer la solution	D'obtenir l'adhésion sans contrainte	Ne se prononcent pas	Total
	%	%	%	%
Redonner à la Compagnie du Canal de Suez tous ses droits .....	44	38	18	100
Une autorité internationale gère le canal.....	45	46	9	100
L'Égypte assure la gestion du canal sous le contrôle international .....	22	69	9	100
Laisser à l'Égypte la gestion et le contrôle du canal .....	8	80	12	100

*Parmi ceux qui souhaiteraient comme solution :*

	Souhaiteraient que si l'Égypte n'accepte pas les décisions prises à Londres, la France et la Grande-Bretagne ...				
	Engagent une action militaire	Une action seulement économique et politique	Ne fassent rien	Ne se prononcent pas	Total
	%	%	%	%	%
Redonner à la Compagnie du Canal de Suez tous ses droits .....	38	41	10	11	100
Une autorité internationale gère le canal .....	30	57	5	8	100
L'Égypte assure la gestion du canal sous le contrôle international .....	14	56	21	9	100
Laisser à l'Égypte la gestion et le contrôle du canal .....	4	30	53	13	100

## B – L'intervention militaire : soutien de la majorité relative à Paris (Enquête réalisée du 2 au 3 novembre 1956)

Trois questions ont été posées les 2 et 3 novembre 1956 à 520 personnes représentatives de la population parisienne, en même temps qu'elles étaient posées dans d'autres grandes villes de huit pays. Les réponses font apparaître une assez grande hésitation à propos de l'attaque d'Israël contre l'Égypte, et un partage presque égal des voix, avec une légère indication d'une tendance favorable à Israël. L'intervention militaire franco-britannique est approuvée par la tendance dominante. La tendance dominante également ne pense pas que les événements d'Égypte déclencheront une guerre généralisée.

	<b>Ensemble</b>	<b>%</b>
<b>Approuvez-vous ou désapprouvez-vous Israël d'avoir déclenché une action militaire contre l'Égypte ?</b>	Approuvent.....	38
	Désapprouvent .....	36
	Ne se prononcent pas .....	26
		100

	<b>Ensemble</b>	<b>%</b>
<b>Approuvez-vous ou désapprouvez-vous l'action militaire de la France et de la Grande-Bretagne en Égypte ?</b>	Approuvent.....	44
	Désapprouvent .....	37
	Ne se prononcent pas .....	19
		100

	<b>Ensemble</b>	<b>%</b>
<b>Pensez-vous que les événements d'Égypte vont déclencher une guerre généralisée ?</b>	Le pensent .....	28
	Ne le pensent pas .....	48
	Ne se prononcent pas .....	24
		100

## 2. Le revirement de l'opinion britannique : de la condamnation à l'approbation de l'intervention militaire.<sup>1</sup>

### La succession des réactions publiques

Un grand fait domine l'histoire des réactions publiques en Grande-Bretagne lors de la crise de Suez : le changement d'attitudes à l'égard de la politique du gouvernement Eden, intervenu dans le courant du mois de novembre 1956. Au début du mois, au moment de l'intervention militaire franco-britannique en Egypte, la tendance dominante, sans atteindre la majorité absolue, désapprouve l'action du gouvernement. Dix jours plus tard, et le fait est confirmé à la fin du mois, les positions sont inversées, et la tendance dominante, avoisinant la majorité absolue, approuve au contraire cette action.

L'interprétation d'un tel changement n'est pas aisée. Les Français se souviennent de la violence des attaques de l'opposition travailliste. Cette violence même a-t-elle dépassée son but ? Les risques de l'opération sur Suez dominaient-ils dans la conscience collective au moment où elle fut entreprise, et quelques jours plus tard, le conflit étant resté localisé, le cessez-le-feu étant intervenu, les esprits mesuraient-ils plus sereinement ses avantages ? On ne saurait dire, mais, en tout cas, l'intervention militaire, réprouvée au début du mois, était acceptée à la fin.

Ce revirement de l'opinion est accompagné par un retour de prestige du parti conservateur. Tandis qu'au début de novembre, les travaillistes continuaient à marquer une avance, un point d'équilibre est atteint à la fin du mois entre les deux grandes masses électorales.

La popularité de M. Eden en tant que Premier ministre est également renforcée, et tandis que sur le point particulier de sa politique au Moyen-Orient, la tendance dominante la désapprouvait au début de novembre, la majorité s'y rallie au contraire à la fin du mois.

Tous ces résultats sont concordants, et il s'agit d'un changement consistant dans les attitudes.

	13-23 juillet %	1-2 novembre %	10-11 novembre %	22-23 novembre %
<b>Etes-vous satisfait ou mécontent de Eden comme Premier ministre ?</b>				
Mécontents.....	33	41	35	33
Satisfaits.....	50	47	57	56
Ne se prononcent pas .....	17	12	8	11
	100	100	100	100

	16 au 24 août %	7 au 18 septembre %	1-2 novembre %	10-11 novembre %	22-23 novembre %
<b>D'une manière générale, approuvez- vous ou désapprouvez-vous la manière dont Eden a mené les affaires du Moyen-Orient ?</b>					
Approuvent .....	59	42	40	53	51
Désapprouvent .....	25	40	46	32	35
Ne se prononcent pas .....	16	18	14	15	14
	100	100	100	100	100

	13-23 juillet %	1-2 novembre %	10-11 novembre %	22-23 novembre %
<b>A votre avis, avons-nous eu raison ou tort d'entreprendre une action militaire en Egypte ?</b>				
Raison .....		37		49
Tort .....		44		36
Ne se prononcent pas.....		19		15
		100		100

<sup>1</sup> Les résultats présentés dans ce chapitre proviennent d'enquêtes effectuées par l'Institut britannique d'opinion publique sur des échantillons, de l'ordre de 1000 à 1300 personnes représentatifs de l'ensemble de la population anglaise âgée de plus de 20 ans.

**Si des élections avaient lieu demain, pour quel parti voteriez-vous ?**

	16 au 24 août %	7 au 18 septembre %	1-2 novembre %	10-11 novembre %	22-23 novembre %
Conservateur .....	42	42.5	46	38	45
Travailleurs .....	49	48	45	39	46
Libéral .....	8	8.5	8	7	8
Autres .....	1	1	1	1	1
Ne se prononcent pas .....	-	-	-	15	-
	100	100	100	100	100

## L'opinion au début du mois d'août

Avant d'analyser les réactions des électeurs des différents partis à ce sujet, il est possible, grâce à une ample documentation, de suivre dans le détail les impressions du public anglais depuis le début de la crise de Suez, en août.

Au début du mois d'août, les Britanniques, comme les Français consultés à la fin du même mois, estiment que le Colonel Nasser n'avait pas le droit de nationaliser la Compagnie du Canal, et ils pensent en même temps, qu'on ne peut faire confiance à sa parole, quand il déclare que la liberté de navigation assurée aux navires de toutes les nations. Ils sont sur ces deux points plus catégoriques encore que les Français.

Ils ne croient pas que les Egyptiens soient capables d'entretenir eux-mêmes le canal, et ils approuvent en tout cas à de larges ou très larges majorités les dispositions prises par leur gouvernement en accord avec le gouvernement français : blocage des avoirs égyptiens et autres mesures économiques, dispositif militaire renforcé en Méditerranée et à Chypre, arrêt des fournitures de matériel de guerre à l'Egypte, et convocation d'une conférence internationale à Londres où sera invitée l'Egypte. Accord également sur l'invitation faite à l'U.R.S.S. de participer à cette conférence.

Le public anglais assigne à la Conférence des objectifs de fermeté. Les deux tiers se prononcent soit pour le retour au statu quo (20%), soit pour que la gestion et le contrôle du canal soient confiés à une autorité internationale (26%), soit pour que de toute manière l'Egypte accepte le contrôle d'une autorité internationale (18%). En même temps, il est vrai, la tendance dominante, 47% contre 33%, se prononce en faveur d'une action économique et politique, plutôt qu'en faveur d'une action militaire, si l'Egypte n'accepte pas la décision de la conférence. Les partisans d'un recours à la force sont presque tous (27%) décidés à se passer de l'appui des Etats-Unis, si ceux-ci ne sont pas d'accord.

Pas de retour en arrière. Il n'y a pas lieu de regretter la décision de refuser le financement du barrage d'Assouan, et il ne conviendrait pas, aux yeux de la majorité relative, d'accorder maintenant ce financement, sous condition que l'Egypte accepte de négocier sur la question du Canal. Il ne convient pas non plus de livrer des armes à Israël.

Enfin, sur tous ces points, et le fait mérite qu'on s'y arrête, les majorités sont substantielles, et à quelques nuances près, l'ensemble du public britannique, quels que soient ses préférences idéologiques et le sens de son vote, réagit de manière analogue. On ne semble pas en présence d'une forte opposition. Les objectifs de fermeté fixés à la conférence de Londres le sont sensiblement par autant d'électeurs travaillistes que d'électeurs conservateurs. Le recours à la force lui-même serait approuvé par 30% des travaillistes, 24% d'entre eux partisans même s'il le faut de se passer de l'appui des Etats-Unis, chiffres en tout cas supérieurs aux positions analogues exprimés en France.

Un autre signe de cet accord apparaît dans la manière dont les électeurs d'un parti essaient de rejeter la responsabilité de la situation présente sur l'autre parti : 13% seulement des travaillistes incriminent le gouvernement actuel, et 6% des conservateurs le dernier gouvernement travailliste. Les uns et les autres s'en prennent plutôt à « la faiblesse de l'Angleterre dans le passé », 20% et 29%, ou encore à l'U.R.S.S., 10% et 11%.

La moitié du public estime d'ailleurs que la situation présente ne pouvait être évitée. Les Britanniques dans leur ensemble, font face à cette date à la situation telle qu'elle est donnée.

Lorsque les questions posées ont été analogues dans les deux pays, on a rapproché dans le tableau ci-dessous les opinions recueillies en France et des opinions recueillies en Grande-Bretagne.

	Grande-Bretagne (4 au 6 août)				France 28 août/4 septembre	
	Parmi les électeurs :					
	Ensemble %	Conser- vateurs %	Travail- listes %	Libéraux %	%	
<b>Les Egyptiens ont nationalisé la Compagnie du Canal de Suez. Pensez-vous qu'ils avaient le droit d'agir ainsi ?</b>	Oui .....	14	7	19	13	18
	Non .....	68	80	61	73	58
	Ne se prononcent pas .....	18	13	20	14	24
		100	100	100	100	100
<b>Le Colonel Nasser, chef du gouvernement Egyptien, a déclaré qu'il respectait les accords internationaux, assurant la liberté de navigation aux navires de toutes les nations. A votre avis, peut-on avoir confiance dans une telle déclaration ?</b>	Oui .....	10	6	13	12	13
	Non .....	65	74	62	64	58
	Ne se prononcent pas .....	25	20	25	24	29
		100	100	100	100	100
<b>Croyez-vous que les Egyptiens sont capables de gérer et de maintenir en état les installations du Canal ?</b>	Le croient .....	12	9	12	10	
	Ne le croient pas .....	58	65	57	42	
	Ne se prononcent pas .....	30	26	31	48	
		100	100	100	100	
<b>Approuvez-vous ou désapprouvez- vous les mesures suivantes prises par le gouvernement anglais et le gouvernement français en réponse à l'action égyptienne ?</b>	<i>Blocage des avoirs égyptiens et autres mesures</i>					
	Approuvent .....	74	83	72	72	
	Désapprouvent .....	12	8	13	18	
	Ne se prononcent pas .....	14	9	15	10	
	100	100	100	100		
	<i>Rappel de réservistes et renforcement des forces navales et aériennes en Méditerranée</i>					
Approuvent .....	65	80	56	73	50	
Désapprouvent .....	23	13	30	19	29	
Ne se prononcent pas .....	12	7	14	8	21	
	100	100	100	100	100	
	<i>Arrêt des fournitures de matériel de guerre à l'Egypte</i>					
Approuvent .....	93	96	92	92		
Désapprouvent .....	1	1	2	2		
Ne se prononcent pas .....	6	3	6	6		
	100	100	100	100		
	<i>Convocation dans les deux semaines d'une conférence internationale, où sera invitée l'Egypte pour discuter tous les aspects du problème</i>					
Approuvent .....	90	93	90	95		
Désapprouvent .....	2	2	3	3		
Ne se prononcent pas .....	8	5	7	2		
	100	100	100	100		
<b>D'après-vous, est-ce une bonne chose ou mauvaise chose d'avoir invité l'U.R.S.S. à cette conférence ?</b>	Bonne chose .....	67	69	66	78	
	Mauvaise chose .....	13	15	13	12	
	Ne se prononcent pas .....	20	16	21	10	
		100	100	100	100	

	Grande-Bretagne (4 au 6 août)				France 28 août/4 septembre	
	Parmi les électeurs :					
	Ensemble %	Conser- vateurs %	Travail- listes %	Libéraux %	%	
<b>Quels objectifs devons-nous chercher à atteindre par la Conférence de Londres ?</b>	Confier à la fois la gestion et le contrôle du canal à une nouvelle autorité internationale.....	26	31	24	32	41
	Rétablir la Compagnie universelle du canal comme auparavant.....	20	24	19	15	17
	L’Egypte assure la gestion du canal, mais sous le contrôle d’une nouvelle autorité internationale.....	18	14	21	23	21
	Laisser l’Egypte la gestion et la contrôle du canal sous réserve d’un nouvel accord pour qu’il soit ouvert à toutes les nations.....	14	14	13	12	15
	Laisser la situation se calmer et essayer d’arriver à un accord avec l’Egypte.....	13	9	14	12	21
	Ne se prononcent pas.....	9	8	9	6	
		100	100	100	100	Réponses multiples
<b>Si l’Egypte ne devait pas accepter les décisions de la conférence, devrions-nous entreprendre contre elle une action militaire ou nous contenter d’une action économique et politique ?</b>	Action militaire.....	33	43	30	24	20
	Action économique et politique.....	47	44	52	61	49
	Ne se prononcent pas.....	20	13	18	15	36
		100	100	100	100	Réponses multiples
<b>(A ceux qui ont répondu action militaire) Si les Etats-Unis n’étaient pas d’accord pour une action militaire, devrions-nous alors agir seuls ?</b>	Agir seuls.....	27	36	24	19	15
	Ne pas agir seuls.....	4	5	4	3	4
	Ne se prononcent pas.....	2	2	2	2	1
		33	43	30	24	20
<b>Le Colonel Nasser a déclaré qu’une des raisons qui l’a incité à nationaliser la Compagnie du Canal de Suez a été le refus d’un prêt pour financer la construction du barrage d’Assouan. A votre avis, les puissances occidentales auraient-elles du accorder à l’Egypte le prêt recherché ?</b>	Auraient dû.....	24	19	28	25	
	N’auraient pas dû.....	53	63	47	64	
	Ne se prononcent pas.....	23	18	25	11	
		100	100	100	100	
<b>Approuveriez-vous ou désapprouveriez-vous une éventuelle décision des occidentaux d’accorder un prêt à l’Egypte à condition que le gouvernement égyptien accepte de traiter avec nous sur la question du Canal ?</b>	Approuveraient.....	32	24	37	31	
	Désapprouveraient.....	48	61	41	49	
	Ne se prononcent pas.....	20	15	22	20	
		100	100	100	100	
<b>Pensez-vous qu’il aurait été possible d’éviter la situation présente ? Et si oui, à qui incombe la responsabilité de ne pas l’avoir empêchée ?</b>	Oui, et les responsables sont :					
	Le Gouvernement actuel.....	9	4	13	14	
	La politique du Gouvernement travailliste.....	4	6	2	4	
	La faiblesse de l’Angleterre dans le passé.....	23	29	20	25	
	Les Etats-Unis.....	3	1	5	3	
	L’U.R.S.S.....	10	11	10	7	
	Non, on ne pouvait pas l’empêcher.....	34	37	32	34	
	Ne se prononcent pas.....	17	12	18	13	
	100	100	100	100		

## L'opinion au début de septembre

Un mois plus tard, au début de septembre, et au moment de la mission au Caire des nations majoritaires à Londres, les positions du public apparaissent un peu plus complexes. La Grande-Bretagne a eu raison d'insister pour un contrôle international du canal et de réunir la conférence de Londres en accord avec la France au lieu de réagir par les armes, mais elle a eu raison aussi de renforcer son dispositif militaire en Méditerranée.

Il y a des différences sur ces divers points dans le degré d'approbation selon les préférences des électeurs, mais une cassure apparaît, qui se traduit par des majorités de sens inverse entre conservateurs d'une part, favorables au principe de la conférence de Londres, et travaillistes et libéraux d'autre part, qui eussent préféré au contraire un recours aux Nations Unies.

En tout état de cause, si l'Égypte refuse d'accepter un contrôle international, l'accord entre les électeurs des diverses formations se fait à nouveau sur diverses mesures possibles : en premier lieu saisir les Nations Unies, renforcer les mesures économiques et politiques de rétorsion contre l'Égypte, mais ne pas engager les pilotes de la Compagnie du Canal à quitter leur poste. Mais seuls les électeurs travaillistes accepteraient en majorité l'offre égyptienne de souscrire un nouveau traité international, renouvelant la Convention de 1888, et garantissant à toutes les nations le libre transit à travers le canal. Les majorités sont enfin de sens contraire entre conservateurs d'une part, et travaillistes et libéraux d'autre part, à propos de deux suggestions : réunir une nouvelle conférence à Londres, et adresser un ultimatum à l'Égypte la menaçant d'occuper la zone du Canal, si elle n'accepte pas les propositions qui lui sont faites ; deux mesures qu'accepteraient les seuls conservateurs.

Enfin, au cas où l'Égypte s'opposerait délibérément à la libre navigation dans le canal, tous les électeurs, avec moins de décision parmi les conservateurs, préféreraient un recours aux Nations Unies, plutôt qu'une action militaire sans l'accord des Nations Unies.

Au début de septembre donc, et malgré un accord sur des nombreux points, les prises de position des conservateurs et des travaillistes se séparent. Personne ne donne la préférence à une intervention militaire directe en cas de rejet par l'Égypte des propositions de la majorité des membres participants à la Conférence de Londres, mais on sent très nettement que les travaillistes songent avant tout à saisir les Nations Unies.

**Certains disent que la France et la Grande-Bretagne auraient dû intervenir militairement dès la saisie du Canal de Suez par Nasser, et ne pas perdre leur temps à des bavardages. Pensez-vous que nous aurions dû intervenir militairement ou non ?**

	Grande-Bretagne (5 au 6 septembre)				
	Parmi les électeurs :				
	Ensemble %	Conservateurs %	Travaillistes %	Libéraux %	Indécis
Nous aurions dû .....	22	31	16	15	19
Nous ne devons pas.....	65	58	71	77	59
Ne se prononcent pas.....	13	11	13	8	22
	100	100	100	100	100

**A votre avis, avons-nous eu raison ou tort de renforcer notre dispositif militaire en Méditerranée ?**

Raison .....	69	80	59	75	67
Tort .....	21	12	29	21	16
Ne se prononcent pas.....	10	8	12	4	17
	100	100	100	100	100

**Avons-nous eu raison de réunir la Conférence de Londres pour discuter sur l'affaire de Suez, ou aurions-nous dû saisir l'Organisation des Nations Unies ?**

Raison de réunir la conférence...	52	24	49	51	37
Saisir l'O.N.U.....	39	71	39	41	48
Ne se prononcent pas.....	9	5	12	8	15
	100	100	100	100	100

**Pensez-vous que la Grande-Bretagne a eu raison d'insister pour un contrôle international du canal ou aurions-nous dû être prêts à laisser l'Égypte de gérer le canal sous caution d'un nouveau traité international garantissant à tous la liberté de navigation ?**

Pour un contrôle international ...	67	77	63	63	51
Laisser la gestion à l'Égypte.....	18	13	22	21	17
Ne se prononcent pas.....	15	10	15	16	32
	100	100	100	100	100

**Si l’Egypte n’accepte pas le contrôle international du canal, que devrions-nous faire ? Approuveriez-vous ou désapprouveriez-vous les mesures suivantes ?**

	Grande-Bretagne (5 au 6 septembre)				
	Parmi les électeurs :				
	Ensemble %	Conservateurs %	Travailleurs %	Libéraux %	Indécis
<b>A) Saisir les Nations Unies de la question</b>					
Approuvent .....	81	83	83	83	70
Désapprouvent .....	12	14	9	12	12
Ne se prononcent pas.....	7	3	8	5	18
	100	100	100	100	100

**B) Renforcer nos mesures économiques et politiques contre l’Egypte**

Approuvent .....	58	72	50	55	47
Désapprouvent .....	21	14	28	17	14
Ne se prononcent pas.....	21	14	22	28	39
	100	100	100	100	100

**C) Engager les pilotes du canal à cesser leur travail**

Approuvent .....	23	26	23	19	18
Désapprouvent .....	55	54	57	64	48
Ne se prononcent pas.....	22	20	20	17	34
	100	100	100	100	100

**D) Provoquer une nouvelle conférence de Londres**

Approuvent .....	43	54	37	38	35
Désapprouvent .....	41	31	47	51	39
Ne se prononcent pas.....	16	15	16	11	26
	100	100	100	100	100

**E) Accepter l’offre de l’Egypte de souscrire un nouveau traité international garantissant la liberté du canal à tous, et laisser l’Egypte gérer le canal avec l’aide d’un comité consultatif représentant les usagers**

Approuvent .....	47	43	52	43	45
Désapprouvent .....	34	43	25	44	29
Ne se prononcent pas.....	19	14	23	13	26
	100	100	100	100	100

**F) Adresser à l’Egypte un ultimatum, au terme duquel, si elle n’accepte pas nos propositions, nous enverrons des troupes occuper le canal**

Approuvent .....	34	47	28	23	24
Désapprouvent .....	49	41	54	55	54
Ne se prononcent pas.....	17	12	18	22	22
	100	100	100	100	100

**Si l’Egypte s’opposait délibérément au libre passage des navires dans le canal, devrions-nous entreprendre une action militaire ou en référer aux Nations Unies et n’agir seulement qu’avec l’accord des Nations Unies ?**

	Grande-Bretagne (5 au 6 septembre)				
	Parmi les électeurs :				
	Ensemble %	Conservateurs %	Travailleurs %	Libéraux %	Indécis
Entreprendre une action militaire .....	27	39	20	25	18
En référer à l’O.N.U. ....	64	56	70	70	63
Ne se prononcent pas .....	9	5	10	5	19
	100	100	100	100	100

## L'intervention militaire au début de novembre

Survient ensuite le rejet par Nasser des propositions issues de la Conférence de Londres, auquel peut-être les Britanniques ne voulaient pas croire. La décision de l'intervention militaire intervient plus tard, et nous avons vu que la tendance dominante s'y déclare hostile.

C'est le résultat d'une cassure radicale entre électeurs des deux grands partis : les deux tiers des conservateurs pour l'intervention, les deux tiers des travaillistes contre, la majorité absolue des libéraux, et relative parmi les indécis, contre un quart dans les deux cas, rejoignant la position des travaillistes.

Plus que jamais ceux-ci estiment qu'il aurait fallu en référer au Conseil de Sécurité de l'O.N.U. et ne pas agir seuls.

**D'une manière générale, approuvez-vous ou désapprouvez-vous la manière dont Eden a mené les affaires au Moyen-Orient ?**

Grande-Bretagne (1 <sup>er</sup> et 2 novembre 1956)					
Parmi les électeurs :					
	Ensemble %	Conservateurs %	Travaillistes %	Libéraux %	indécis
Approuvent .....	40	76	16	25	27
Désapprouvent .....	46	16	72	55	41
Ne se prononcent pas .....	14	8	12	20	32
	100	100	100	100	100

**A votre avis, avons-nous eu raison ou tort d'entreprendre une action militaire en Egypte ?**

Nous avons eu raison .....	37	68	16	24	23
Nous avons eu tort .....	44	17	67	52	44
Ne se prononcent pas .....	19	15	17	24	33
	100	100	100	100	100

**Avons-nous eu raison de nous décider seuls, ou aurions-nous dû en référer d'abord au Conseil de Sécurité des Nations Unies ?**

Nous décider seuls .....	38	66	19	29	21
En référer au Conseil de Sécurité .....	49	24	72	53	50
Ne se prononcent pas .....	13	10	9	18	29
	100	100	100	100	100

Au reste, huit jours plus tard, les 10 et 11 novembre, le public anglais ne croit pas que la crise de Suez entraînera la chute du gouvernement, même si les travaillistes sont plus partagés, il est vrai.

**Pensez-vous qu'Eden devra probablement se retirer à propos de la question de Suez ou qu'il restera Premier ministre ?**

Grande-Bretagne (10 et 11 novembre 1956)					
Parmi les électeurs :					
	Ensemble %	Conservateurs %	Travaillistes %	Libéraux %	indécis
Devra se retirer .....	16	4	33	13	7
Restera Premier ministre .....	64	87	40	68	59
Ne se prononcent pas .....	20	9	27	19	34
	100	100	100	100	100

## L'opinion à la fin de novembre

Le changement d'attitude qui intervient dès le milieu de novembre après le cessez-le-feu en Egypte n'est pas dû à un changement d'une catégorie seulement d'électeurs. Il est général, et, quoique moins sensible chez les travaillistes, on le retrouve partout. Il y a fléchissement des attitudes hostiles, plus marqué parmi les libéraux que parmi les travaillistes, et qui entraîne un changement de majorité relative parmi les électeurs indécis, tandis que les conservateurs se renforcent dans leur position initiale.

L'opinion estime en outre à la fin de novembre, 53% contre un tiers d'avis contraire, que le gouvernement a bien fait d'accepter le cessez-le-feu.

La conscience britannique n'en reste pas moins alors tendue vers ses objectifs initiaux, et elle a tendance à estimer qu'il convient de ne pas se retirer d'Egypte sans avoir obtenu des conditions satisfaisantes, à savoir l'implantation de forces de la police internationale suffisantes pour maintenir la paix, l'acceptation par l'Egypte des techniciens franco-britanniques pour la remise en état du Canal et l'acceptation de l'Egypte de négocier au sujet du contrôle du Canal. Enfin, huit sur dix parmi les partisans de ne pas quitter l'Egypte sans avoir obtenu des conditions satisfaisantes, soit 38% de l'ensemble, déclarent qu'il vaudrait mieux rester en Egypte, au risque de voir reprendre les hostilités, si ces conditions n'étaient pas obtenues, c'est-à-dire exactement la même proportion, 39%, que ceux qui seraient partisans de fixer une date au départ. Ces chiffres élevés tiennent à la position des conservateurs, qui s'oppose à nouveau sur ce point à celle des travaillistes.

On sait que depuis cette enquête, la France et la Grande-Bretagne ont déclaré l'une et l'autre qu'elles se retireraient de Port-Saïd avant la fin de l'année. Il sera donc particulièrement important de suivre l'évolution de l'opinion dans la suite.

	Grande-Bretagne (22 et 25 novembre 1956)				
	Parmi les électeurs :				
	Ensemble %	Conservateurs %	Travaillistes %	Libéraux %	Indécis
<b>Etes-vous satisfait ou mécontent de Eden comme Premier ministre ?</b>					
Satisfaits .....	56	90	23	51	50
Mécontents .....	33	6	64	23	27
Ne se prononcent pas .....	11	4	13	26	23
	100	100	100	100	100

<b>D'une manière générale, approuvez-vous ou désapprouvez-vous la manière dont Eden a mené les affaires du Moyen-Orient ?</b>					
Approuvent .....	51	85	19	46	39
Désapprouvent .....	35	9	64	31	35
Ne se prononcent pas .....	14	6	17	23	26
	100	100	100	100	100

<b>A votre avis, avons-nous eu raison ou tort d'entreprendre une action militaire en Egypte ?</b>					
Nous avons eu raison .....	49	81	22	30	43
Nous avons eu tort .....	36	10	62	49	34
Ne se prononcent pas .....	15	9	16	21	23
	100	100	100	100	100

<b>Ayant entrepris une action militaire en Egypte, pensez-vous que la Grande-Bretagne et la France auraient dû continuer jusqu'à ce qu'elles aient occupé toute la zone du canal, ou ont-elles bien fait d'accepter le cessez-le-feu ?</b>					
Auraient dû continuer .....	34	51	21	26	32
Ont bien fait d'accepter le cessez-le-feu ..	53	39	66	61	51
Ne se prononcent pas .....	13	10	13	13	17
	100	100	100	100	100

<b>A votre avis, laquelle de ces deux politiques doivent suivre la Grande-Bretagne et la France en Egypte : fixer une date pour le retrait de nos troupes, comme nous le demande l'O.N.U., ou bien, nous retirer seulement quand nous serons satisfaits de la situation ?</b>					
Fixer une date .....	39	21	54	44	44
Attendre d'être satisfaits.....	49	72	31	40	40
Ne se prononcent pas .....	12	7	15	16	16
	100	100	100	100	100

<b>Si nous devons nous retirer seulement quand nous serons satisfaits de la situation, sur quoi devrions-nous insister avant d'accepter de retirer nos troupes ?</b>					
L'O.N.U. doit utiliser les ressources britanniques pour remettre rapidement le canal en état .....	17	26	11	10	10
L'O.N.U. doit avoir assez de forces en Egypte pour éviter une guerre éventuelle .....	22	31	11	22	20
L'Egypte doit accepter de négocier le contrôle du canal.....	18	26	13	11	12
	57	83	35	43	42

**Si d'insister sur ces conditions signifie que les hostilités pourraient reprendre, devrions-nous rester en Egypte ou nous retirer ?**

Grande-Bretagne (22 et 25 novembre 1956)					
Parmi les électeurs :					
	Ensemble %	Conservateurs %	Travailleurs %	Libéraux %	Indécis
Rester en Egypte .....	38	61	20	27	25
Nous retirer .....	5	4	6	5	6
Ne se prononcent pas .....	6	7	5	8	9
	49	72	31	40	40

Si l'on se reporte aux deux moments entre lesquels s'est produit le changement d'attitude du public britannique, au début et à la fin du mois de novembre 1956, on constate que le changement tient au déplacement de 12% environ de suffrages. Les deux groupes opposés représentent chacun environ 36% des suffrages, le reste, 15% environ, ne se prononçant à aucun des deux moments. L'importance du vote flottant est un fait bien connu. La présence, à propos de la crise de Suez, d'une masse flottante de personnes entre les deux tendances qui s'affrontent, peut, le cas échéant, provoquer de nouveaux retournements.

### 3. L'opinion dans le monde : soutien de l'Australie et du Canada réticences ailleurs, peu de risques de guerre généralisée.

#### Enquête internationale du 1<sup>er</sup> au 4 novembre 1956 : l'action d'Israël, l'action franco-britannique, les risques d'extension du conflit

Sur une initiative commune, dix instituts d'opinion publique ont posé les trois mêmes questions du 1<sup>er</sup> au 4 novembre 1956, pendant les hostilités en Egypte, à un échantillon de population limité à une ou tout au plus deux ou trois grandes villes de leurs pays respectifs, Allemagne de l'Ouest, Autriche, Australie, Canada, Etats-Unis, France, Finlande, Italie, Norvège, Pays-Bas.

Si l'on met à part le cas de la France et celui de la Grande-Bretagne, déjà analysés, les réponses permettent les constatations suivantes.

Partout, du cinquième au tiers des personnes interrogées hésitent à porter un jugement sur l'action d'Israël. Mais parmi les autres, la condamnation est générale, allant de 43% à 70%, sauf aux Pays-Bas à Amsterdam, où l'approbation l'emporte par 42% contre 24%.

En ce qui concerne l'action militaire de la France et de l'Angleterre, l'hésitation est moins forte, et la désapprobation plus accusée, sauf en deux pays, membres du Commonwealth britannique, l'Australie à Melbourne, et le Canada à Toronto, où la tendance dominante approuve cette action, à l'inverse de ce qui se passait en Grande-Bretagne à la même date, comme on l'a vu. En dehors de ces deux pays, le courant défavorable s'élève des deux tiers aux trois quarts et plus, à l'exception d'Amsterdam où il n'atteint que la majorité relative.

Enfin, sur le point de savoir si les hostilités en Egypte entraîneront une guerre généralisée, l'optimisme l'emportait partout sur le pessimisme, comme à Paris également, sauf en Allemagne de l'Ouest, à Bonn, où la tendance dominante manifestait une grande inquiétude.

**[En pensant aux événements qui se produisant depuis quelques jours au Moyen-Orient...]**

**Approuvez-vous ou désapprouvez-vous Israël d'avoir déclenché une action militaire contre l'Egypte ?**

	Approuvent %	Désapprouvent %	Ne se prononcent pas %
Allemagne Occidentale, Bonn.....	9	60	31
Australie, Melbourne.....	31	43	26
Autriche, Vienne.....	5	75	20
Canada, Toronto.....	25	43	32
Etats-Unis, New-York, Washington, Chicago.....	23	43	34
Finlande, Helsinki.....	12	70	18
Italie, Milan, Rome.....	20	55	25
Norvège, Oslo.....	11	89	(*)
Pays-Bas, Amsterdam.....	42	24	34
France, Paris.....	38	36	26

**Approuvez-vous ou désapprouvez-vous l'action militaire de la France et de l'Angleterre contre l'Egypte ?**

Allemagne Occidentale.....	2	74	24
Australie.....	49	40	11
Autriche.....	23	75	2
Canada.....	43	40	17
Etats-Unis.....	15	62	23
Finlande.....	8	82	10
Italie.....	14	69	17
Norvège.....	7	93	(*)
Pays-Bas.....	24	47	29
France.....	44	37	19

[\*) L'institut norvégien n'a pas fourni la proportion des personnes qui ne se sont pas prononcées sur les questions posées]

**Pensez-vous que les événements d’Egypte vont déclencher une guerre généralisée ?**

	Le pensent %	Ne le pensent pas %	Ne se prononcent pas %
Allemagne Occidentale .....	46	33	21
Australie .....	30	56	14
Autriche .....	32	55	13
Canada .....	24	50	26
Etats-Unis.....	31	45	24
Finlande .....	35	48	17
Italie .....	27	42	31
Norvège .....	21	66	13
Pays-Bas.....	19	55	26
France .....	28	48	24

**Précisions sur l’opinion au Canada, aux Etats-Unis et en Italie**

Il est possible de verser encore quelques pièces à ce dossier. Au Canada, où l’on approuve plutôt l’action militaire du gouvernement Eden, l’opinion n’était pourtant pas décidée au mois d’août à risquer une guerre pour imposer à l’Egypte un contrôle international du Canal de Suez.

**Si l’Egypte refuse tous les plans pour un contrôle international du Canal de Suez, pensez-vous que nous devons risquer une guerre à ce propos, ou permettre à l’Egypte de contrôler le Canal ?**  
(Canada, août 1956, aux 93% qui ont entendu parler de la question du Canal de Suez)

	%
Risquer une guerre .....	25
Permettre à l’Egypte de contrôler le canal .....	42
Autres solutions .....	15
Ne se prononcent pas .....	18
	100

Aux Etats-Unis, en septembre, la majorité s’opposait à l’envoi de troupes et de navires américains pour le cas où la Grande-Bretagne et la France se décidaient à utiliser la force contre l’Egypte.

**Si la Grande-Bretagne et la France décident d’utiliser la force contre l’Egypte, devrions-nous ou non envoyer des troupes et des bateaux ?**  
(Etats-Unis, septembre 1956, aux 85% qui ont entendu parler de la question du Canal de Suez)

	%
Oui .....	23
Non .....	55
Ne se prononcent pas .....	22
	100

On note aux Etats-Unis une légère modification des attitudes dans la deuxième quinzaine de novembre par rapport au début du mois. Si l’hésitation paraît plus grande, cela peut tenir au fait que l’enquête a porté sur l’ensemble du pays au lieu d’être limitée à trois grandes villes. Mais parmi ceux qui se prononcent, la réprobation de l’action militaire d’Israël s’est légèrement accentuée, tandis qu’elle est un peu moins fréquente à l’égard de l’action militaire franco-britannique.

La crainte de l’extension du conflit diminuait avec l’élévation du niveau culturel ; elle était majoritaire parmi les personnes qui n’ont fait que des études primaires, minoritaire parmi les autres. La désapprobation à l’égard de l’action militaire d’Israël et de la France et de l’Angleterre était un peu moins élevée parmi les personnes ayant accompli des études universitaires.

	1 <sup>er</sup> -2/11 New-York- Washington- Chicago %	Deuxième semaine de novembre Etats-Unis (Ensemble du pays selon les Etudes)			
		Ensemble %	Supérieures %	Secondaires %	Primaires %
<b>Pensez-vous qu'une guerre plus importante sortira des événements d'Egypte ?</b>					
Oui.....	31	<b>26</b>	15	27	32
Non .....	45	<b>40</b>	61	42	25
Ne se prononcent pas.....	24	<b>34</b>	24	31	43
	100	<b>100</b>	100	100	100
<b>Approuvez-vous ou désapprouvez-vous l'action d'Israël en Egypte ?</b>					
Approuvent .....	23	<b>10</b>	15	12	5
Désapprouvent .....	43	<b>47</b>	56	48	38
Ne se prononcent pas.....	34	<b>43</b>	29	40	57
	100	<b>100</b>	100	100	100
<b>Approuvez-vous ou désapprouvez-vous l'action de la Grande-Bretagne et de la France en Egypte ?</b>					
Approuvent .....	15	<b>15</b>	22	15	10
Désapprouvent .....	62	<b>51</b>	59	55	42
Ne se prononcent pas.....	23	<b>34</b>	19	30	48
	100	<b>100</b>	100	100	100

Enfin, les Américains, qui approuvaient en 1948 et surtout en 1950 l'idée de la création d'une force internationale à la disposition de l'O.N.U., ont approuvé sa création effective dans une proportion de sept contre un, surtout parmi les hommes, et d'autant plus qu'ils ont un niveau d'instruction plus élevé.

**Il a été suggéré de constituer une force armée internationale de l'O.N.U. Approuvez-vous ou désapprouvez-vous la constitution d'une telle force ?**

	Avril 1948 %	Octobre 1950 %
Approuvent .....	62	83
Désapprouvent .....	21	10
Ne se prononcent pas .....	17	7
	100	100

**Approuvez-vous ou désapprouvez-vous l'idée d'envoyer une force internationale en Egypte pour surveiller les frontières entre l'Egypte et Israël ?**

(Novembre 1956)

	Ensemble %	Sexe		Etudes		
		Hommes %	Femmes %	Supérieures %	Secondaires %	Primaires %
Approuvent .....	<b>70</b>	78	64	85	72	60
Désapprouvent .....	<b>10</b>	10	9	6	11	10
Ne se prononcent pas .....	<b>20</b>	12	27	9	17	30
	<b>100</b>	100	100	100	100	100

En Italie, à Rome et Milan, où 99% des hommes et 95% des femmes interrogés ont déclaré avoir entendu parler de la crise de Suez, l'opinion des femmes est beaucoup plus hésitante que celle des hommes. D'autre part, l'approbation de l'action militaire en Egypte d'Israël comme de la France et de la Grande-Bretagne, est beaucoup plus répandue parmi les hommes, trois hommes contre une femme.

**Action militaire d'Israël :**

	Ensemble %	Hommes %	Femmes %
Approuvent .....	<b>20</b>	30	10
Désapprouvent .....	<b>55</b>	55	55
Ne se prononcent pas .....	<b>25</b>	15	35
	<b>100</b>	100	100

**Action militaire franco-britannique :**

	Ensemble %	Hommes %	Femmes %
Approuvent .....	<b>14</b>	23	7
Désapprouvent .....	<b>69</b>	69	68
Ne se prononcent pas .....	<b>17</b>	8	25
	<b>100</b>	100	100

Ces résultats sont extraits de la revue :

**SONDAGES**  
REVUE FRANÇAISE DE L'OPINION PUBLIQUE

Contact : Jérôme Fourquet - Directeur du Département Opinion et Stratégies d'entreprise - [jerome.fourquet@ifop.com](mailto:jerome.fourquet@ifop.com)

Janvier 2014

## ***Ifop Collectors déjà publiés***

<b>MARS 2012</b>	<i>N° 1 - Les Accords d'Evian</i>
<b>AVRIL 2012</b>	<i>N°2 - Retour sur l'élection présidentielle de 1965</i>
<b>AVRIL 2012</b>	<i>N°3 - Le référendum sur l'Europe du 23 avril 1972</i>
<b>MAI 2012</b>	<i>N°4 - La crise de mai 1968</i>
<b>JUIN 2012</b>	<i>N°5 - Juin 1967 : le conflit entre Israël et les pays arabes</i>
<b>JUILLET 2012</b>	<i>N°6 - Le Tour de France</i>
<b>AOUT 2012</b>	<i>N°7 - Enquêtes corses 1975/2012</i>
<b>SEPTEMBRE 2012</b>	<i>N°8 - L'image du PC de 1964 à nos jours</i>
<b>OCTOBRE 2012</b>	<i>N°9 - Le mouvement Pujade</i>
<b>OCTOBRE 2012</b>	<i>N°10 - 1961 : le catholicisme en France à la veille de Vatican II</i>
<b>DECEMBRE 2012</b>	<i>N° 11 - Union et Scissions à droite, 1976 - 2012</i>
<b>JANVIER 2013</b>	<i>N° 12 - Les accords de Paris, Mai 1955</i>
<b>FEVRIER 2013</b>	<i>N° 13 - Eté 1962, les agriculteurs français : conditions de vie et opinions</i>
<b>MARS 2013</b>	<i>N° 14 - De 1999 à 2013 : du Kosovo au Mali, l'opinion publique et les interventions extérieures</i>
<b>MARS 2013</b>	<i>N° 15 - 1961-1963 : les conflits sociaux et la grève des mineurs</i>
<b>AVRIL 2013</b>	<i>N° 16 - 1971 : une étude sur la question régionale en Alsace</i>
<b>MAI 2013</b>	<i>N° 17 - 1972-2013 : Les Français face aux affaires</i>
<b>JUIN 2013</b>	<i>N° 18 - 1995-2013 : Les Français face à l'avenir de leurs retraites</i>
<b>JUILLET 2013</b>	<i>N°19 - 1986-2013 : La société française et l'homosexualité</i>
<b>AOUT 2013</b>	<i>N°20 - Août 1944 : L'opinion des Parisiens lors de la libération de la Capitale</i>
<b>SEPTEMBRE 2013</b>	<i>N°21 - 1938-1939 : L'opinion française à la veille de l'entrée en guerre</i>
<b>OCTOBRE 2013</b>	<i>N°22 - Octobre 1956 : les réactions de l'opinion française face au soulèvement de Budapest</i>
<b>NOVEMBRE 2013</b>	<i>N°23 - 1973 : enquête auprès des élèves de primaire</i>
<b>DECEMBRE 2013</b>	<i>N°24 - 1966-1967 : La société française découvre la pilule</i>
<b>JANVIER 2014</b>	<i>N°25 - Octobre-Novembre 1956 : L'opinion française et internationale et la crise de Suez</i>